



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 23/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SAGRAM**

carrière de THAON LES VOSGES

Références : S-24-192RP  
Code AIOT : 0006206333

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2024 de la carrière de THAON-LES-VOSGES (88150). L'inspection a été annoncée le 14/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection de 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAGRAM
- Thaon Les Vosges 88150 THAON-LES-VOSGES
- Code AIOT : 0006206333
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière alluvionnaire

La carrière de THAON LES VOSGES est exploitée par la société SAGRAM sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 63/2020/ENV du 20 novembre 2020.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- la visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation - matériaux de substitution	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 2.1.2	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation - sécurité	Arrêté Préfectoral du 22/11/2020, article 3.1.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Conduite de l'exploitation - transport des matériaux	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.9	Sans objet
9	Protection des ressources en eaux - surveillance des plans d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 5.5	Sans objet
10	Aire de stationnement des engins	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conduite de l'exploitation - plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.2.2	Sans objet
4	Conduite de l'exploitation - phasage	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.3	Sans objet
5	Conduite de l'exploitation - stockage et traitement des matériaux	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.8	Sans objet
7	Conduite de l'exploitation - remblayage	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.10	Sans objet
8	Conduite de l'exploitation - archéologie	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.11	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il n'a pas été constaté de non-conformité majeure.

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : Conduite de l'exploitation - matériaux de substitution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, substitution des matériaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit justifier annuellement les mesures mises en place pour substituer les matériaux de la carrière en vue de limiter les prélèvements. Ces justifications doivent être transmises tous les ans.

**Constats :**

Depuis le renouvellement de l'autorisation de la carrière en 2020, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées, les différentes mesures mises en place afin de limiter les prélèvements des matériaux alluvionnaires de la carrière de THAON LES VOSGES.

**Il est demandé à l'exploitant de transmettre ces mesures sous un délai de 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 2 : Conduite de l'exploitation - sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/11/2020, article 3.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, sécurité

**Prescription contrôlée :**

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou de tout autre dispositif présentant une efficacité similaire. L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien du dispositif de clôture. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.

**Constats :**

L'accès à la zone d'exploitation est interdit par une clôture fermée en dehors des heures d'ouvertures de la carrière.

La zone portuaire de chargement des péniches est entièrement clôturée. En revanche, le portail était ouvert le jour de l'inspection. Au vu de la difficulté pour le refermer (portail qui frotte sur le sol), il est fort probable que ce portail est rarement fermé.

Lors de l'inspection, l'exploitant a refermé au mieux le portail mais il ne pouvait être verrouillé (absence de cadenas et de serrure). Il a pris contact avec le secrétariat de la SAGRAM afin qu'un des Bateliers (conducteur de péniche) viennent au plus vite verrouiller le portail.

**Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les moyens nécessaires afin de verrouiller les accès au site en dehors des horaires d'ouverture sans délai.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 3 : Conduite de l'exploitation - plan d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.2.2

**Thème(s) :** Autre, plan d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Les plans et les coupes sont établis par un géomètre.

Le plan d'exploitation et les coupes sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le relevé topographique est réalisé à chaque fin d'année. Le jour de l'inspection, le plan était en cours d'actualisation suite au dernier relevé.

Par courriel du 30 janvier 2024, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Conduite de l'exploitation - phasage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.3

**Thème(s) :** Autre, phasage de l'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe 3 doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet des Vosges.

Les travaux sont menés en 2 phases de 5 années et une phase de 4 ans :

- Phase 1 : de 2020 à 2025 : exploitation du bassin n° 3
- Phase 2 : de 2025 à 2030 : fin d'exploitation bassin n° 3 + début bassin n° 4
- Phase 3 : de 2030 à 2034

**Constats :**

L'exploitation du bassin n° 3 est en cours. D'ici 2 ans, il est prévu de débiter les travaux d'extraction du bassin 4.

L'exploitation respecte le phasage établi par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 novembre 2020.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Conduite de l'exploitation - stockage et traitement des matériaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.8

**Thème(s) :** Autre, stockage et traitement des matériaux

**Prescription contrôlée :**

Les matériaux extraits sont repris par engins et un convoyeur à bande pour être acheminés vers le concasseur et l'installation portuaire.

Les matériaux en attente d'expédition sont stockés au niveau de la zone portuaire sur des hauteurs maximales de 15 m. Sur les autres zones, les stocks de matériaux doivent avoir une hauteur maximale de 5 m.

L'exploitant prend toute disposition pour que les stocks ne soient pas à l'origine d'envol de poussière.

**Constats :**

Les matériaux extraits sont acheminés par des convoyeurs à bande au niveau de l'installation de traitement du site et de la zone portuaire.

Les matériaux extraits évacués via la carrière d'IGNEY sont acheminés sur le site d'IGNEY par engins. Le convoyeur à bande a été démantelé.

<p>La hauteur du stock de la zone portuaire ne dépasse pas les 15 m. Et le jour de l'inspection, il n'y avait pas d'autres stocks de matériaux sur la carrière.</p> <p>Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté d'envols de poussières.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Conduite de l'exploitation - transport des matériaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, transport des matériaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'expédition des matériaux vers l'installation de traitement implantée sur la commune de Chavelot s'effectue uniquement par voie fluviale : péniche.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'expédition des matériaux de la carrière vers l'installation de traitement de la commune de chavelot est réalisée par péniche pour la grande majorité des matériaux extraits du site.</p> <p>Il convient également de noter qu'une partie des matériaux est évacués sur la carrière d'IGNEY. Carrière limitrophe de la carrière de THAON LES VOSGES également exploité par la société SAGRAM. L'évacuation des matériaux vers la carrière d'IGNEY est réalisé par camion.</p> <p>Dans la demande d'autorisation de la carrière d'IGNEY, il a bien été stipulé qu'un approvisionnement de matériaux via la carrière de THAON LES VOSGES est autorisé à hauteur de 115 000 tonnes par an et que cet approvisionnement est pérenne. Cette disposition figure dans le rapport de l'inspection des installations classée du 09 juin 2011 (n°: S-11-591R-DF - rapport de présentation à la CDNPS).</p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées la quantité de matériaux évacués vers la carrière d'IGNEY au cours des deux dernières années, ainsi que la période d'évacuation sous un délai de 3 mois.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

#### N° 7 : Conduite de l'exploitation - remblayage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, réaménagement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout apport de matériaux extérieur est interdit sur le site.</p> <p>Tout remblayage est interdit sur la carrière</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence de matériaux provenant de l'extérieur sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 8 : Conduite de l'exploitation - archéologie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.11
<b>Thème(s) :</b> Autre, diagnostic archéologique
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique.</p> <p>En application de l'article L. 522-1 du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive et de l'arrêté préfectoral SRA n° 2015-379 en date du 24 octobre 2015, un diagnostic archéologique est réalisé avant tous travaux, même de simples terrassements, sur la totalité des terrains assiette de l'exploitation. A la demande du pétitionnaire, ce diagnostic pourra être fractionné en tenant compte des tranches opérationnelles figurant dans le présent arrêté.</p> <p>A l'issue de ce diagnostic, le pétitionnaire sera avisé par le préfet de région des suites éventuelles données. En concertation avec le service régional de l'archéologie, il devra prendre les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde ou la préservation par l'étude des vestiges identifiés.</p> <p>Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la direction régionale des affaires culturelles de la découverte fortuite de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers conformément aux dispositions de l'article L531-14 du code du patrimoine.</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite au diagnostic archéologique, la SAGRAM a été informé, par courrier du 05 juillet 2023 qu'aucun vestige archéologique nécessitant une fouille archéologique préventive n'a été observé dans l'emprise des terrains sondés et qu'aucune contrainte archéologique ne s'oppose au démarrage des travaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Protection des ressources en eaux - surveillance des plans d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection des ressources en eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant réalise un relevé du niveau du plan d'eau créé par l'extraction 2 fois par an, en période de basses eaux et en période de hautes eaux. Ces relevés font l'objet d'un enregistrement sur une période décennale.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le registre de suivi du niveau des plans d'eau sous un délai de 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 11 : Aire de stationnement des engins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution des eaux et de sols
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'une dragline stationnée en dehors d'une aire étanche. Cette dragline provient de la carrière de la carrière d'IGNEY. Elle est en stationnement sur le site de THAON LES VOSGES car les travaux d'extraction sur le site d'IGNEY sont à l'arrêt depuis plusieurs jours. <b>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une aire étanche (mobile ou non) pour le stationnement de l'ensemble des engins présents sur le site sous un délai d'un mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites